



**ORGANISATION EUROPEENNE ET MEDITERRANEENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES**
EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION ORGANIZATION

**ЕВРОПЕЙСКАЯ И СРЕДИЗЕМНОМОРСКАЯ
ОРГАНИЗАЦИЯ ПО КАРАНТИНУ И ЗАЩИТЕ РАСТЕНИЙ**

CONVENTION
pour l'établissement de
L'ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES

(Texte en vigueur en 1999)

*

CONVENTION
for the establishment of
THE EUROPEAN AND MEDITERRANEAN
PLANT PROTECTION ORGANIZATION

(Text in force in 1999)

*

КОНВЕНЦИЯ
о создании
ЕВРОПЕЙСКОЙ И СРЕДИЗЕМНОМОРСКОЙ ОРГАНИЗАЦИИ
ПО КАРАНТИНУ И ЗАЩИТЕ РАСТЕНИЙ

(текст вступил в силу в 1999 году)

2004

PARIS
1, rue Le Nôtre

CONVENTION
pour l'établissement de
L'ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES

(Texte d'origine contenant tous les amendements jusqu'en 1999-09)

**CONVENTION
pour l'établissement de
L'ORGANISATION EUROPEENNE ET MEDITERRANEENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES**

*du 18 avril 1951, amendée par le Conseil le 27 avril 1955,
le 9 mai 1962, le 18 septembre 1968, le 19 septembre 1973,
le 23 septembre 1982, le 21 septembre 1988 et le 15 septembre 1999*

Article I. - Objectifs

Il est institué une Organisation Européenne et Méditerranéenne pour la Protection des Plantes (ci-après nommée l'Organisation) en tant qu'organisation régionale de protection des végétaux selon les dispositions de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux, établie par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)¹. Les objectifs de l'Organisation consistent à:

- a. soutenir les Etats membres dans leurs efforts pour assurer une protection adéquate des végétaux tout en préservant la santé humaine et animale et l'environnement;
- b. poursuivre et développer, par coopération entre les Etats membres, la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles, et la prévention de leur dissémination internationale et spécialement leur introduction dans les zones menacées;
- c. développer des mesures phytosanitaires, et autres mesures officielles concernant la protection des végétaux, harmonisées au niveau international et, au besoin, élaborer des normes à cet effet;
- d. présenter des normes internationales, ainsi qu'au besoin les opinions collectives des Etats membres, à la FAO, à l'OMC, aux autres organisations régionales de protection des végétaux, et à toute autre instance chargée de responsabilités similaires.

Article II. - Définitions

Dans la présente Convention, les termes ci-après sont définis comme suit:

“Analyse du risque phytosanitaire” - processus consistant à évaluer les preuves biologiques ou autres données scientifiques ou économiques pour déterminer si un organisme nuisible doit être réglementé, et la sévérité des mesures phytosanitaires éventuelles à prendre à son égard;

“Introduction” - entrée d'un organisme nuisible, suivie de son établissement;

“Mesure phytosanitaire” - toute législation, réglementation ou méthode officielle ayant pour objectif de prévenir l'introduction ou la dissémination des organismes nuisibles;

“Normes internationales”- normes internationales établies conformément à la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux;

“Normes régionales” - normes établies par une organisation régionale de protection des végétaux à l'intention de ses membres;

“Organisme de quarantaine” - organisme nuisible qui a une importance potentielle pour l'économie de la zone menacée et qui n'est pas encore présent dans cette zone ou bien qui y est présent mais n'y est pas largement disséminé et fait l'objet d'une lutte officielle;

“Organisme nuisible” - toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux;

¹ Article VIII de la Convention internationale pour la protection des végétaux de 1951-12-06; Article IX du nouveau texte révisé de cette dernière, approuvé par la Résolution 12/97 de la Vingt-neuvième Session de la Conférence de la FAO de 1997-11.

“Organisme nuisible réglementé” - organisme de quarantaine ou organisme réglementé non de quarantaine;

“Organisme réglementé non de quarantaine” - organisme nuisible qui n'est pas un organisme de quarantaine, dont la présence dans les végétaux destinés à la plantation affecte l'usage prévu de ces végétaux, avec une incidence économique inacceptable et qui est donc réglementé sur le territoire du pays importateur;

“Produits végétaux” - produits non manufacturés d'origine végétale (y compris les grains) ainsi que les produits manufacturés qui, étant donné leur nature ou celle de leur transformation, peuvent constituer un risque d'introduction ou de dissémination des organismes nuisibles;

“Végétaux” - plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les semences et le matériel génétique;

“Zone menacée” - zone où les facteurs écologiques sont favorables à l'établissement d'un organisme nuisible dont la présence entraînerait des pertes économiquement importantes.

Article III. - Membres

- a. Peuvent devenir membres de l'Organisation en adhérant à la présente Convention suivant les termes de l'article XX:
 1. les Etats indiqués à l'annexe II;
 2. tout autre Etat que le Conseil de l'Organisation décide d'inviter à adhérer.
- b. Tout territoire au sujet duquel une déclaration est formulée selon les termes de l'article XXI peut être admis comme membre par le Conseil de l'Organisation, mais seulement sur proposition de l'Etat membre qui formule la déclaration. L'admission de tels territoires est approuvée à la majorité des deux tiers des votants. Les territoires ainsi admis doivent être, de l'avis du Conseil, à même d'apporter une contribution distincte et bien déterminée aux travaux de l'Organisation.

Article IV. - Siège

- a. Le siège de l'Organisation est fixé à Paris.
- b. Les réunions de l'Organisation à caractère administratif se tiennent en principe au lieu du siège.

Article V. - Attributions

Les attributions de l'Organisation sont les suivantes:

- a. développer
 1. les principes d'une bonne pratique pour l'application des mesures phytosanitaires et de la protection des végétaux en général;
 2. des normes régionales;
- b. promouvoir
 1. l'harmonisation des mesures phytosanitaires, et autres mesures officielles concernant la protection des végétaux;
 2. la simplification et l'unification des règlements et certificats phytosanitaires;
- c. conseiller les Etats membres sur
 1. les mesures techniques nécessaires pour prévenir l'introduction et la dissémination des organismes nuisibles réglementés, notamment les mesures pour les inspections, les analyses, la certification, les traitements, les prospections et les éradications;
 2. les mesures administratives et législatives nécessaires pour prévenir l'introduction et la dissémination des organismes nuisibles réglementés, notamment l'analyse du risque phytosanitaire et l'établissement et la mise à jour des listes d'organismes nuisibles réglementés;

3. les mesures nécessaires pour l'homologation ou autorisation des produits phytosanitaires, et pour le contrôle de leur commercialisation et de leur utilisation sur leurs territoires, en respectant l'application des principes des bonnes pratiques phytosanitaires ainsi que, chaque fois que cela sera possible, ceux de la lutte intégrée;
- d. coordonner et encourager, si possible, des campagnes internationales entre Etats membres contre les organismes nuisibles;
- e. faciliter la coopération dans les recherches relatives aux organismes nuisibles ainsi qu'aux procédés de lutte et favoriser l'échange des renseignements scientifiques s'y rapportant;
- f. diffuser des informations
 1. en obtenant des renseignements des Etats membres quant à l'existence, l'apparition ou l'extension des organismes nuisibles, et en transmettant ces renseignements aux Etats membres;
 2. en assurant l'échange d'informations sur les législations nationales concernant la réglementation phytosanitaire, les listes d'organismes nuisibles réglementés, et sur d'autres mesures affectant le libre mouvement des végétaux et des produits végétaux;
 3. en mettant sur pied un service de documentation et d'information, et en publiant sous la forme voulue les documents destinés au progrès technique ou scientifique;
- g. prendre, d'une manière générale, toutes les mesures utiles et nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Organisation.

Article VI. - Obligations des Etats membres

- a. Les Etats membres fournissent à l'Organisation, dans toute la mesure du possible, les informations dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour accomplir ses tâches, et notamment les informations indiquées à l'Article V f1 et V f2.
- b. Chaque Etat membre s'efforcera de se conformer aux recommandations adoptées par le Conseil de l'Organisation, et notamment aux normes régionales.

Article VII. - Relations avec les autres organisations

L'Organisation collabore, en vue de réaliser les objectifs de cette Convention, avec la FAO et les autres organisations régionales de protection des végétaux, et peut collaborer avec l'OMC et d'autres instances ayant le même type de responsabilités, dans la réalisation d'activités pertinentes. Celles-ci comprennent l'établissement de normes portant sur les mesures phytosanitaires et autres mesures officielles concernant la protection de végétaux, et la transformation éventuelle des normes régionales de l'Organisation en normes internationales. L'Organisation fait tous les efforts possibles pour éviter les doubles emplois.

Article VIII. - Structure de l'Organisation

L'Organisation comprend:

- a. le Conseil;
- b. l'administration, à savoir le Comité exécutif, le Directeur général et le personnel;
- c. la Commission de vérification des comptes;
- d. les organes que le Conseil décide d'établir conformément à l'article XIII a.5

Article IX. - Le Conseil

- a. Le Conseil de l'Organisation est composé des représentants des Etats membres. Chaque Etat membre a le droit de nommer un représentant au Conseil et un suppléant. Les représentants et suppléants désignés par les Etats membres peuvent être accompagnés d'adjoints et de conseillers.
- b. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

Article X. - Sessions du Conseil

- a. En règle générale, le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.
- b. Une session extraordinaire du Conseil doit être convoquée quand un tiers au moins des Etats membres en fait par écrit la demande au Président.

Article XI. - Règlements

Le Conseil établit le Règlement intérieur de l'Organisation, ainsi que son Règlement financier.

Article XII. - Observateurs

Avec le consentement du Conseil, tout Etat non membre de l'Organisation et tout organisme intergouvernemental ayant une activité analogue à celle de l'Organisation peut se faire représenter à toute session du Conseil par un ou plusieurs observateurs avec voix consultative.

Article XIII. - Attributions du Conseil

Le Conseil:

- a. se prononce après examen sur:
 1. le rapport du Directeur général et les activités de l'Organisation depuis la dernière session ordinaire du Conseil;
 2. l'orientation et le programme d'activité de l'Organisation;
 3. le budget;
 4. les comptes et le bilan annuels;
 5. la création ou la dissolution d'organes *ad hoc* ou permanents, établis pour assurer le travail de l'Organisation;
 6. les rapports de ces organes;
 7. les propositions que le Comité exécutif lui soumet;
- b. procède aux élections statutaires;
- c. nomme le Directeur général et fixe les conditions d'engagement de celui-ci.

Article XIV. - Présidence et vice-présidence

- a. Le Conseil élit un Président et un Vice-président choisis parmi les représentants des Etats membres.
- b. Le Président et le Vice-président sont élus pour une période de trois ans. Ils sont rééligibles pour un nouveau mandat.
- c. Le Président et le Vice-président exercent la même fonction au sein du Conseil et du Comité exécutif.
- d. Après élection, le Président et le Vice-président cessent de représenter leur pays.

Article XV. - Le Comité exécutif

- a. Le Comité exécutif est composé du Président et du Vice-président et de sept représentants d'Etats membres élus par le Conseil.
- b. Le mandat des membres du Comité exécutif est normalement fixé à trois ans; ils sont rééligibles.
- c. Dans le cas où une vacance se produit au Comité exécutif avant la date normale d'expiration du mandat, le Comité exécutif invite un Etat membre à pourvoir à la vacance pour la durée du mandat restant à courir.
- d. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an.

Article XVI. - Attributions du Comité exécutif

Le Comité exécutif:

- a. propose au Conseil les directives ainsi que le programme d'activité de l'Organisation;
- b. étudie les recommandations émises par les autres organisations précisées à l'article VII et formule des propositions au Conseil en conséquence.
- c. s'assure que l'activité de l'Organisation est conforme aux décisions du Conseil;
- d. soumet au Conseil le projet de budget ainsi que les comptes et le bilan annuels; le Comité exécutif peut adopter un budget provisoire valable jusqu'à son examen par le Conseil;
- e. entreprend toute autre tâche que la présente Convention lui assigne ou que le Conseil lui confie;
- f. adopte sa propre procédure.

Article XVII. - Le Directeur général

Le Directeur général:

- a. est placé à la tête du secrétariat de l'Organisation, qui fonctionne sous sa responsabilité;
- b. exécute le programme approuvé par le Conseil, ainsi que les tâches que le Comité exécutif lui confie;

- c. présente, à chaque session ordinaire du Conseil, un rapport sur l'activité de l'Organisation et la situation financière.

Article XVIII. - Questions financières

- a. Les dépenses de l'Organisation sont couvertes par les contributions annuelles des Etats membres et par les autres recettes approuvées par le Conseil ou par le Comité exécutif.
- b. Les contributions des Etats membres sont déterminées par référence à un barème de contributions sur les bases précisées à l'annexe I.
- c. En adhérant à la Convention, les nouveaux Etats membres sont rangés dans la catégorie appropriée du barème des contributions figurant à l'annexe I s'ils sont déjà membres de la FAO. Si tel n'est pas le cas, le Conseil décide de la catégorie qui sera retenue. L'annexe I et la catégorie des Etats membres dans le barème de l'Annexe I peuvent être modifiées seulement par décision du Conseil, à une majorité de deux tiers des Etats membres.
- d. Le Conseil, sur proposition du Comité exécutif, peut affecter la subvention de base fixée à l'annexe I d'un coefficient d'ajustement pour l'adapter aux activités de l'Organisation ou à la situation économique du moment. La décision est prise à la majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants.
- e. Les contributions annuelles sont dues au début de l'exercice financier de l'Organisation.
- f. Le Comité exécutif fixe les monnaies dans lesquelles sont versées les contributions, sous réserve du consentement des Etats intéressés.
- g. Tout nouvel Etat membre est assujéti pour la première fois au versement de sa contribution annuelle dans l'exercice financier où son adhésion devient effective selon les termes de l'article XX.
- h. Des contributions supplémentaires peuvent être versées par un Etat ou par un groupe d'Etats dans l'intérêt de qui l'Organisation exécute des projets spéciaux ou des campagnes de lutte particulières.
- i. Une Commission de vérification des comptes composée des représentants de trois Etats membres est élue par le Conseil. Les membres de cette Commission sont élus pour une période de trois ans. Ce mandat ne peut être reconduit pendant les trois années suivantes.
- j. Le Comité exécutif, avec l'approbation du Conseil, désigne un commissaire aux comptes chargé de vérifier chaque année la comptabilité de l'Organisation.
- k. La Commission de vérification des comptes examine chaque année, avec le commissaire aux comptes, les comptes et la gestion de l'Organisation. Elle fait rapport au Conseil.

Article XIX. - Amendements

- a. Le texte des propositions d'amendements à la présente Convention et à l'annexe I est communiqué par le Directeur général aux Etats membres trois mois au moins avant leur examen par le Conseil.
- b. Les amendements à la Convention entrent en vigueur après adoption par le Conseil à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, sous la réserve que les amendements qui impliquent des obligations nouvelles pour les Etats membres (sauf les amendements à l'annexe I prévus au paragraphe c, ci-après) n'entrent en vigueur pour chacun d'eux qu'après acceptation.
- c. Les amendements à l'annexe I sont adoptés par le Conseil à la majorité des deux tiers des Etats membres.

- d. Les acceptations d'amendements sont notifiées au Gouvernement français, qui informe tous les Etats membres de la réception des acceptations et de l'entrée en vigueur des amendements.

Article XX. - Signature et adhésion

- a. La présente Convention reste ouverte à la signature ou à l'adhésion des Etats qui y deviennent parties, selon les dispositions de l'article III, dans les conditions suivantes:
 - 1. par signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
 - 2. par signature suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
 - 3. par adhésion.
- b. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, ainsi que d'adhésion, sont déposés auprès du Gouvernement français. Celui-ci informe tous les Etats membres de la date à laquelle chacun d'eux a signé ou déposé un instrument.

Article XXI. - Extension territoriale du champ d'application

- a. Tout Etat peut à tout moment déclarer que sa participation à la Convention comprend l'ensemble ou une partie des territoires dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité. Cette déclaration est notifiée au Gouvernement français.
- b. Toute déclaration faite par un Etat membre en vertu de l'alinéa précédent entre en vigueur le trentième jour suivant réception de la déclaration par le Gouvernement français.
- c. Le Gouvernement français avise immédiatement tous les Etats membres des déclarations faites en vertu du présent article.

Article XXII. - Retrait

- a. Tout Etat membre peut, après deux années de participation, dénoncer à tout moment la présente Convention par une notification de retrait adressée au Gouvernement français. La dénonciation prend effet un an après la date de réception de cette notification.
- b. Le non-paiement de deux contributions annuelles consécutives implique en temps normal le retrait de la Convention pour l'Etat membre qui a ainsi manqué à ses engagements.
- c. L'application de la Convention à un ou plusieurs territoires en vertu de l'article XXI peut être résiliée par notification adressée au Gouvernement français par l'Etat membre responsable des relations extérieures de ce ou ces territoires. La notification prend effet un an après la date de sa réception.
- d. Le Gouvernement français informe immédiatement tous les Etats membres des notifications données en vertu du présent article.

Article XXIII. - Entrée en vigueur

- a. La présente Convention entre en vigueur à la date à laquelle cinq Etats y sont parties conformément aux termes de l'article XX.
- b. Le Gouvernement français informe immédiatement de la date d'entrée en vigueur tous les Etats qui ont signé la Convention ou y ont adhéré.
- c. Pour chaque Etat qui a déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, ainsi que d'adhésion, après l'entrée en vigueur de la Convention aux termes du paragraphe a. du présent article, la Convention entre en vigueur à la date à laquelle cet Etat dépose ses instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, ainsi que d'adhésion.

ANNEXE I

Barème des contributions annuelles

exprimé en francs français et dérivé du barème approuvé par le Conseil le 18 septembre 1968, basé sur la quote-part payée par les Etats membres de la FAO au budget FAO 1966-1967.

(voir article XVIII)

Categorie	Quote-part FAO en %	Contributions annuelles en francs français (base)
1	Moins de 0,01	4 590
2	0,01 - 0,15	9 180
3	0,16 - 0,45	13 770
4	0,46 - 0,75	18 360
5	0,76 - 1,35	22 950
6	1,36 - 2,00	27 540
7	2,01 - 2,50	32 130
8	2,51 - 5,00	36 720
9	5,01 - 7,50	41 310
10	7,51 - 10,00	45 900

ANNEXE II

A. Pays d'Europe et de la région méditerranéenne invités en 1951 à adhérer à la Convention

Albanie	Irlande	Roumanie
Autriche	Islande	Royaume-Uni
Belgique	Israël	San Marino
Biélorussie, République socialiste soviétique	Italie	Suède
Bulgarie	Liban	Suisse
Danemark	Liechtenstein	Syrie
Egypte	Luxembourg	Tchécoslovaquie
Espagne	Monaco	Turquie
Finlande	Norvège	Ukraine, République socialiste soviétique
France (également pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc)	Pays-Bas	Union des républiques socialistes soviétiques
Grèce	Pologne	Yougoslavie
Hongrie	Portugal	
	République fédérale d'Allemagne	

B. Pays invités par le Conseil en 1996 à adhérer à la Convention

Arménie
Azerbaïdjan
Bosnie-Herzégovine
Ex-République Yougoslave de Macédoine
Géorgie
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Libye
Lituanie
Moldova
Ouzbékistan
Tadjikistan
Turkménistan
Yougoslavie (République fédérale de)

Signataires du texte original

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé la présente Convention et ses annexes.

FAIT A PARIS, le 18 avril 1951, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les Archives du Gouvernement français (*).

Pour le Danemark	<i>Halvor Skov</i>
	<i>P. Bovien</i>
Pour la Belgique	<i>Guillaume</i>
	<i>H. Van Orshoven</i>
Pour l'Espagne	<i>Miguel Benlloch</i>
Pour la France	<i>R. Protin</i>
Pour l'Irlande	<i>D. Delaney</i>
Pour l'Italie	<i>A. Melis</i>
Pour le Luxembourg	<i>E. Wirion</i>
Pour les Pays-Bas	<i>C.J. Briejèr</i>
Pour le Portugal	<i>Francisco Aranha</i>
Pour la République fédérale d'Allemagne	<i>H. Drees</i>
Pour le Royaume-Uni	<i>J. Hensley</i>
Pour la Suisse	<i>A. Chaponnier</i>
Pour la R.P.F. de Yougoslavie	<i>G. Nonveiller</i>
Pour l'Autriche	<i>F. Beran</i>
Pour la Grèce	<i>D. Koulopoulos</i>

Copie certifiée conforme à l'exemplaire original déposé dans les Archives de la République Française.

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole*

Edouard de la Chauvinière

(*) Ont été également déposés auprès du Gouvernement français: un exemplaire imprimé de chaque édition révisée du texte de la Convention incorporant les amendements adoptés par le Conseil de l'Organisation aux dates suivantes: 27 avril 1955, 9 mai 1962, 18 septembre 1968, 19 septembre 1973, 23 septembre 1982, 21 septembre 1988 et 15 septembre 1999.

ORGANISATION EUROPÉENNE ET MÉDITERRANÉENNE
POUR LA PROTECTION DES PLANTES

ETATS MEMBRES

et catégorie à l'Annexe I

le 2005-04-19

Pays	Catégorie	Pays	Catégorie
Albanie	2	Kirghizistan	1
Algérie	2	Lettonie	2
Allemagne	10	Lituanie	2
Autriche	4	Luxembourg	2
Bélarus	2	Macédoine	2
Belgique	6	Malte	2
Bulgarie	3	Maroc	2
Chypre	2	Norvège	4
Croatie	2	Ouzbékistan	2
Danemark	5	Pays-Bas	6
Espagne	5	Pologne	6
Estonie	2	Portugal	3
Finlande	4	Roumanie	4
France	10	Royaume-Uni	10
Grèce	3	Russie	9
Guernesey	2	Serbie & Monténégro	2
Hongrie	3	Slovaquie	2
Irlande	3	Slovénie	2
Israël	3	Suède	6
Italie	8	Suisse	5
Jersey	2	Tchéquie	3
Jordanie	2	Tunisie	2
Kazakhstan	2	Turquie	4
		Ukraine	6

CONVENTION
for the establishment of
THE EUROPEAN AND MEDITERRANEAN
PLANT PROTECTION ORGANIZATION

(as originally approved and incorporating all amendments up to 1999-09)

**CONVENTION
for the establishment of
THE EUROPEAN AND MEDITERRANEAN
PLANT PROTECTION ORGANIZATION**

*of 18 April 1951, as amended by the Council on 27 April 1955,
9 May 1962, 18 September 1968, 19 September 1973,
23 September 1982, 21 September 1988 and 15 September 1999*

Article I. - Aims

There shall be established a European and Mediterranean Plant Protection Organization (hereinafter referred to as the Organization), as a recognized regional plant protection organization under the International Plant Protection Convention, established by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)². The aims of the Organization are:

- a. to support the Member Governments in their aim of assuring plant health, while preserving human and animal health and the environment;
- b. to pursue and develop, by cooperation between the Member Governments, the protection of plants and plant products against pests and the prevention of their international spread and especially their introduction into endangered areas;
- c. to develop internationally harmonized phytosanitary and other official plant protection measures and, as appropriate, to elaborate standards to that effect;
- d. to present the collective views of the Member Governments, as appropriate, to FAO, WTO, other regional plant protection organizations and any other bodies with related responsibilities.

Article II. - Definitions

For the purposes of the present Convention, the following terms shall have the meanings hereunder assigned to them:

“Endangered area” - an area where ecological factors favour the establishment of a pest whose presence in the area will result in economically important loss;

“International standards” - international standards established in accordance with the International Plant Protection Convention;

“Introduction” - the entry of a pest resulting in its establishment;

“Pest” - any species, strain or biotype of plant, animal or pathogenic agent injurious to plants or plant products;

“Pest risk analysis” - the process of evaluating biological or other scientific and economic evidence to determine whether a pest should be regulated and the strength of any phytosanitary measures to be taken against it;

“Phytosanitary measure” - any legislation, regulation or official procedure having the purpose to prevent the introduction or spread of pests;

“Plant products” - unmanufactured material of plant origin (including grain) and those manufactured products that, by their nature or that of their processing, may create a risk for the introduction or spread of pests;

“Plants” - living plants and parts thereof, including seeds and germplasm;

² [Article VIII of the International Plant Protection Convention of 1951-12-06; Article IX of the new revised text of the International Plant Protection Convention as approved by Resolution 12/97 of the Twenty-Ninth Session of the FAO Conference in 1997-11.](#)

“Quarantine pest” - a pest of potential economic importance to the area endangered thereby and not yet present there, or present but not widely distributed and being officially controlled;

“Regional standards” - standards established by a regional plant protection organization for the guidance of the members of that organization;

“Regulated non-quarantine pest” - a non-quarantine pest whose presence in plants for planting affects the intended use of those plants with an economically unacceptable impact and which is therefore regulated within the territory of the importing country;

“Regulated pest” - a quarantine pest or a regulated non-quarantine pest.

Article III. - Membership

- a. Membership of the Organization shall be open to the following by adherence to the present Convention according to the provisions of Article XX:
 1. the Governments of the countries in Schedule II;
 2. the Government of any other country which the Council of the Organization may decide to invite to become a Member.
- b. The Government of any territory about which a declaration has been made under the terms of Article XXI may be admitted to membership by the Council of the Organization, but only on the proposal of the Member who made the declaration. Any such decision shall require a two-thirds majority of the votes cast. Territories so admitted shall be such as can in the opinion of the Council make a definite and individual contribution to the work of the Organization.

Article IV. - Seat

- a. The seat of the Organization shall be in Paris.
- b. The administrative meetings of the Organization shall normally take place at its seat.

Article V. – Functions

The functions of the Organization shall be:

- a. to develop
 1. principles of good practice in the application of phytosanitary measures and in plant protection generally;
 2. regional standards;
- b. to promote
 1. the harmonization of phytosanitary and other official plant protection measures;
 2. the simplification and unification of phytosanitary regulations and certificates;
- c. to advise Member Governments on
 1. technical measures necessary to prevent the introduction and spread of regulated pests, particularly measures for inspection and testing, certification, treatment, survey and eradication;
 2. the administrative and legislative measures necessary to prevent the introduction and spread of regulated pests, including in particular pest risk analysis and the establishment and updating of lists of regulated pests;

3. the measures necessary to register or authorize plant protection products, and to control their marketing and use on their territories, in compliance with the principles of good plant protection practice as well as, whenever possible, the principles of integrated control;
- d. where practicable, to coordinate and stimulate international campaigns between Member Governments against pests;
- e. to facilitate cooperation in research on pests and the methods of control and in the exchange of relevant scientific information;
- f. to disseminate information by
 1. obtaining information from Member Governments on the existence, outbreak or spread of pests, and conveying such information to Member Governments;
 2. providing for the exchange of information on national phytosanitary legislation, lists of regulated pests, or other measures affecting the free movement of plants and plant products;
 3. establishing a documentation and information service and publishing in an appropriate form material for technical or scientific advancement;
- g. generally to take all necessary and appropriate action to achieve the aims of the Organization.

Article VI. - Obligations of Member Governments

- a. Member Governments shall furnish to the Organization so far as is practicable such information as the Organization may reasonably require in order to carry out its functions, including in particular the information referred to in Article V f1 and V f2.
- b. Member Governments shall endeavour to implement the recommendations made by the Council of the Organization, including in particular the regional standards.

Article VII. - Relationship with Other Organizations

The Organization shall cooperate, in achieving the objectives of this Convention, with FAO and the other regional plant protection organizations, and may cooperate with WTO and other bodies with related responsibilities, in appropriate activities. These include the development of standards for phytosanitary and other official plant protection measures, and the consideration of regional standards of the Organization as candidates for international standards. It shall use its best endeavours to prevent overlapping of activities.

Article VIII. - Structure of the Organization

The Organization shall consist of:

- a. the Council;
- b. the administration, comprising the Executive Committee, the Director-General and the staff;
- c. the Accounts Verification Panel;
- d. such bodies as Council may decide to set up under Article XIII a.5.

Article IX. - *The Council*

- a. The Council of the Organization shall consist of representatives of Member Governments.

Each Member Government shall be entitled to appoint one representative to the Council and one alternate.

Representatives and alternates appointed by Member Governments may be accompanied by associates and advisers.

- b. Each Member Government shall have one vote in the Council.

Article X. - *Sessions of the Council*

- a. The Council shall ordinarily meet in regular session once in each year.

- b. Extraordinary sessions of the Council shall be called at any time when the Chairman is so requested in writing by at least one third of the Member Governments.

Article XI. - *Rules*

Council shall establish the Rules of Procedure of the Organization and the Financial Rules of the Organization.

Article XII. - *Observers*

With the consent of the Council, any non-member Government and any intergovernmental body whose responsibilities are related to those of the Organization may be represented at any session of the Council by one or more observers without the right to vote.

Article XIII. - *Functions of Council*

The Council shall:

- a. consider and decide upon:
1. the progress report of the Director-General on the work of the Organization since the preceding regular session of the Council;
 2. the policies and programme of activity of the Organization;
 3. the budget;
 4. the annual accounts and balance sheet;
 5. the setting up and dissolution of *ad hoc* or permanent bodies to pursue the work of the Organization;
 6. the reports of such bodies;
 7. any proposals submitted by the Executive Committee;
- b. hold the statutory elections;
- c. appoint the Director-General on such terms as it may determine.

Article XIV. - Chairman and Vice-Chairman

- a. The Council shall elect a Chairman and a Vice-Chairman from amongst representatives of Member Governments.
- b. The Chairman and Vice-Chairman shall be elected for a period of three years and be re-eligible for one further term of office.
- c. The Chairman and Vice-Chairman shall serve in the same capacity within both the Council and the Executive Committee.
- d. The Chairman and Vice-Chairman shall cease to represent their countries on election.

Article XV. - The Executive Committee

- a. The Executive Committee shall be composed of the Chairman and Vice-Chairman and of seven representatives of Member Governments elected by the Council.
- b. Members of the Executive Committee shall normally hold office for three years and be eligible for re-election.
- c. If a vacancy occurs in the Executive Committee before the expiration of the term of appointment, the Executive Committee shall ask a Member Government to appoint a representative to fill the vacancy for the remainder of the term.
- d. The Executive Committee shall meet at least once a year.

Article XVI. - Functions of the Executive Committee

The Executive Committee shall:

- a. submit proposals for the Organization's policies and programme of activity to the Council;
- b. consider recommendations made by other Organizations as specified in Article VII and make appropriate proposals to the Council;
- c. ensure that the activity of the Organization conforms with the decisions of the Council;
- d. submit the draft budget and the annual accounts and balance sheet to the Council; the Executive Committee may approve a provisional budget pending its consideration by the Council;
- e. undertake such other tasks as may be assigned to it under this Convention or entrusted to it by the Council;
- f. adopt its own procedure.

Article XVII. - The Director-General

The Director-General shall:

- a. be the head of the secretariat of the Organization, which functions under his responsibility;
- b. carry out the programme approved by the Council and such tasks as may be entrusted to him by the Executive Committee;

- c. report at each regular session of the Council on the activity of the Organization and the financial position.

Article XVIII. - Finance

- a. The expenditure of the Organization shall be met by annual contributions from Member Governments and by such other receipts as may be approved by the Council or the Executive Committee.
- b. The amount of the annual contribution of each Member Government shall be based on the scale of contributions as specified in Schedule I.
- c. Governments newly adhering to the Convention, if members of FAO, enter the appropriate category on the scale in Schedule I and, if not members, the category decided by the Council. Schedule I, and the category of Member Governments on the scale in Schedule I, shall only be changed by decision of the Council, by a majority of two thirds of Member Governments.
- d. On the recommendation of the Executive Committee, the Council may decide to apply a coefficient to the basic contribution laid down in Schedule I, in order to adjust it to the activities of the Organization or to the economic situation of the moment. The decision is taken by a two-thirds majority of the Member Governments present and voting.
- e. Annual contributions shall be payable at the beginning of the Organization's financial year.
- f. The contributions of Member Governments shall be paid in currencies to be determined by the Executive Committee with the approval of the contributing Government concerned.
- g. The first annual contribution of a Government newly adhering to the Convention shall be payable for the financial year of the Organization during which the provisions of Article XX are fulfilled.
- h. Supplementary contributions may be paid by an individual Government or group of Governments towards special schemes or campaigns of control, which the Organization may carry out in the interest of that Government or group of Governments.
- i. An Accounts Verification Panel composed of representatives of three Member Governments shall be elected by the Council. Members of the Panel shall be elected for three years and shall not be eligible for re-election during the next three years.
- j. The Executive Committee shall, with the approval of the Council, appoint an auditor to audit the accounts of the Organization each year.
- k. The Accounts Verification Panel shall each year examine, with the auditor, the accounts and management of the Organization and report to the Council.

Article XIX. - Amendments

- a. Texts of proposed amendments to the present Convention and to Schedule I thereto shall be communicated by the Director-General to Member Governments at least three months in advance of their consideration by the Council.
- b. Amendments to the Convention shall come into effect when adopted by a two-thirds majority of the members of the Council present and voting, provided that amendments involving new obligations for Member Governments - with the exception of the amendments to Schedule I referred to in paragraph c. below - shall come into force in respect of each such Government only on acceptance by it.
- c. Amendments to Schedule I shall be adopted by the Council by a majority of two-thirds of the Member Governments.
- d. Acceptance of amendments shall be deposited with the French Government who shall inform all Member Governments of the receipt of acceptances and the entry into force of amendments.

Article XX. - Signature and Acceptance

- a. The present Convention shall remain open for signature or for accession, by those Governments which become parties to it, in accordance with the provisions of Article III, in the following circumstances:
 1. by signature without reservation as to ratification, acceptance or approval;
 2. by signature followed by ratification, acceptance or approval;
 3. by accession.
- b. Instruments of ratification, acceptance or approval, or of accession, shall be deposited with the French Government. The depositary shall inform all Member Governments of the date on which each has signed or deposited an instrument.

Article XXI. - Territorial Application

- a. Any Government may at any time declare that its participation in the Convention includes all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such declaration shall be deposited with the French Government.
- b. Any declaration made by a Member Government under the preceding paragraph shall take effect on the thirtieth day following its receipt by the French Government.
- c. The French Government shall immediately inform all Governments parties to the Convention of declarations made under this Article.

Article XXII.- Withdrawal

- a. Any Member Government may at any time after two years of membership withdraw from this Convention by giving written notice of withdrawal to the French Government. The withdrawal shall take effect one year from the date of receipt of the notification.
- b. The non-payment of two consecutive annual contributions shall under normal conditions imply the withdrawal from the Convention of the defaulting Member Government.
- c. The application of the Convention to a territory or territories under Article XXI may be terminated by written notification to the French Government by the participating Government responsible for the international relations of such territory or territories. The notification shall take effect one year from the date of its receipt.
- d. The French Government shall immediately inform all participating Governments of notifications given under this Article.

Article XXIII. - Entry into Force

- a. The present Convention shall enter into force on the date on which five Governments have become parties thereto in accordance with the provisions of Article XX.
- b. The French Government shall immediately inform all Governments which have signed or accepted the Convention of the date of entry into force of the Convention.
- c. For each Government which has deposited instruments of ratification, acceptance or approval, or of accession, after the Convention has entered into force according to paragraph a. of the present Article, the Convention shall enter into force from the date on which this Government has deposited its instruments of ratification, acceptance or approval, or of accession.

SCHEDULE I
Scale of Annual Contributions

expressed in French francs and derived from the scale as approved for pounds sterling by Council on 18 September, 1968 and based on the shares paid by FAO Member Governments for the FAO budget of 1966-1967.

(see Article XVIII)

Category	Percentage paid to FAO	Annual contributions in French francs
1	Less than 0.01	4 590
2	0.01 - 0.15	9 180
3	0.16 - 0.45	13 770
4	0.46 - 0.75	18 360
5	0.76 - 1.35	22 950
6	1.36 - 2.00	27 540
7	2.01 - 2.50	32 130
8	2.51 - 5.00	36 720
9	5.01 - 7.50	41 310
10	7.51 - 10.00	45 900

SCHEDULE II

A. Countries of Europe and the Mediterranean Area invited in 1951 to accept the Convention

Albania	Hungary	Portugal
Austria	Iceland	Romania
Belgium	Ireland	San Marino
Byelorussian Soviet Socialist Republic	Israel	Spain
Bulgaria	Italy	Sweden
Czechoslovakia	Lebanon	Switzerland
Denmark	Liechtenstein	Syria
Egypt	Luxembourg	Turkey
Federal Republic of Germany	Monaco	Ukrainian Soviet Socialist Republic
Finland	Netherlands	Union of Soviet Socialist Republics
France (also for Algeria, Tunisia and Morocco)	Norway	United Kingdom
Greece	Poland	Yugoslavia

B. Countries invited by the Council in 1996 to accede to the Convention

Armenia
Azerbaijan
Bosnia and Herzegovina
Former Yugoslav Republic of Macedonia
Georgia
Jordan
Kazakhstan
Kyrgyzstan
Libya
Lithuania
Moldova
Tajikistan
Turkmenistan
Uzbekistan
Yugoslavia (Federal Republic)

Signatories to the Original Text

In faith whereof the undersigned, duly authorized by their Governments, have signed the present Convention and the Schedules thereto.

DONE IN PARIS this 18th day of April 1951 in a single copy, which will remain deposited in the Archives of the French Government (*).

For Denmark	<i>Halvor Skov</i>
	<i>P. Bovien</i>
For Belgium	<i>Guillaume</i>
	<i>H. Van Orshoven</i>
For Spain	<i>Miguel Benlloch</i>
For France	<i>R. Protin</i>
For Ireland	<i>D. Delaney</i>
For Italy	<i>A. Melis</i>
For Luxembourg	<i>E. Wirion</i>
For the Netherlands	<i>C.J. Briejèr</i>
For Portugal	<i>Francisco Aranha</i>
For the Federal Republic of Germany	<i>H. Drees</i>
For the United Kingdom	<i>J. Hensley</i>
For Switzerland	<i>A. Chaponnier</i>
For the F.P.R. of Yugoslavia	<i>G. Nonveiller</i>
For Austria	<i>F. Beran</i>
For Greece	<i>D. Koulopoulos</i>

Certified true copy of the original document deposited in the Archives of the French Republic.

*Le Ministre Plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole*

Edouard de la Chauvinière

(*) Printed copies of each revised edition of the text of the Convention, incorporating the amendments adopted by the Council of the Organization on 27 April 1955, 9 May 1962, 18 September 1968, 19 September 1973, 23 September 1982, 21 September 1988 and 15 September 1999, have also been deposited with the French Government.

EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION
ORGANIZATION

MEMBER GOVERNMENTS

and category in Schedule I

on 2005-04-19

<i>Country</i>	<i>Category</i>	<i>Country</i>	<i>Category</i>
Albania	2	Latvia	2
Algeria	2	Lithuania	2
Austria	4	Luxembourg	2
Belarus	2	Macedonia	2
Belgium	6	Malta	2
Bulgaria	3	Morocco	2
Croatia	2	Netherlands	6
Cyprus	2	Norway	4
Czechia	3	Poland	6
Denmark	5	Portugal	3
Estonia	2	Romania	4
Finland	4	Russia	9
France	10	Serbia & Montenegro	2
Germany	10	Slovakia	2
Greece	3	Slovenia	2
Guernsey	2	Spain	5
Hungary	3	Sweden	6
Ireland	3	Switzerland	5
Israel	3	Tunisia	2
Italy	8	Turkey	4
Jersey	2	Ukraine	6
Jordan	2	United Kingdom	10
Kazakhstan	2	Uzbekistan	2
Kyrgyzstan	1		

КОНВЕНЦИЯ
о создании
ЕВРОПЕЙСКОЙ И СРЕДИЗЕМНОМОРСКОЙ ОРГАНИЗАЦИИ
ПО КАРАНТИНУ И ЗАЩИТЕ РАСТЕНИЙ

(исходный текст со всеми поправками вплоть до сентября 1999 г.)

КОНВЕНЦИЯ
о создании
ЕВРОПЕЙСКОЙ И СРЕДИЗЕМНОМОРСКОЙ ОРГАНИЗАЦИИ
ПО КАРАНТИНУ И ЗАЩИТЕ РАСТЕНИЙ

(исходный текст со всеми поправками вплоть до сентября 1999 г.)

*от 18 апреля 1951 г. с поправками Совета 27 апреля 1955 г.,
9 мая 1962 г., 18 сентября 1968 г., 19 сентября 1973 г.,
23 сентября 1982 г., 21 сентября 1988 г. и 15 сентября 1999 г.*

Статья I – Цели

В соответствии с положениями Международной конвенции по карантину и защите растений, принятой Продовольственной и сельскохозяйственной организацией ООН (ФАО)¹, Европейская и Средиземноморская организация по карантину и защите растений (далее именуемая «Организация») создается в качестве признанной региональной организации по карантину и защите растений. Целями Организации являются:

- (a) поддержка усилий государств-членов по обеспечению адекватной защиты растений при сохранении здоровья животных и человека, а также окружающей среды;
- (b) продолжение и развитие, посредством сотрудничества между государствами-членами, защиты как растений, так и растительных продуктов от вредных организмов, а также предупреждение их международного распространения и особенно их интродукции в зоны, подверженные опасности;
- (c) разработка согласованных на международном уровне фитосанитарных и иных официальных мер, относящихся к карантину и защите растений, и, в случае необходимости, создание для этого соответствующих стандартов;
- (d) представление международных стандартов, а также, в случае необходимости, коллективных заключений государств-членов в адрес ФАО, ВТО, других региональных организаций по карантину и защите растений, а также в адрес любых других инстанций, несущих сходную ответственность.

Статья II – Определения

В настоящей Конвенции указанные ниже термины имеют следующие определения:

«анализ фитосанитарного риска»: процесс оценки биологических или других научных и экономических данных с целью определения необходимости регулирования вредного организма и строгости фитосанитарных мер против него;

«вредный организм»: любой вид, разновидность или биотип растений, животных или патогенных агентов, вредный для растений или растительных продуктов;

¹ Статья VIII Международной конвенции по карантину и защите растений от 6.12.1951 г.; Статья IX нового пересмотренного текста этой конвенции, утвержденного резолюцией 12/97 двадцать девятой сессии Конференции ФАО в ноябре 1997 г.

«зона, подверженная опасности»: зона, в которой экологические факторы благоприятствуют акклиматизации вредного организма, присутствие которого в данной зоне приведет к существенным экономическим потерям;

«интродукция»: проникновение вредного организма, сопровождаемое его акклиматизацией;

«карантинный вредный организм»: вредный организм, имеющий потенциальное экономическое значение для зоны, подверженной опасности, в которой он пока отсутствует или присутствует, но ограниченно распространён и служит объектом официальной борьбы;

«международные стандарты»: международные стандарты, установленные в соответствии с Международной конвенцией по карантину и защите растений;

«растения»: живые растения и их части, включая семена и генетический материал;

«растительный продукт»: переработанный материал растительного происхождения (включая зерно), а также переработанные продукты, которые по своей природе или по способу своей переработки могут создавать риск интродукции и распространения вредных организмов;

«региональные стандарты»: стандарты, установленные региональной организацией по карантину и защите растений в качестве руководства для членов этой организации;

«регулируемый вредный организм»: карантинный вредный организм или регулируемый некарантинный вредный организм.

«регулируемый некарантинный вредный организм»: некарантинный вредный организм, присутствие которого в посевном и посадочном материале оказывает экономически неприемлемое воздействие на предполагаемое использование этих растений и, вследствие этого, регулируется на территории импортирующей страны;

«фитосанитарная мера»: законодательство, регламентация или официальная процедура, направленная на предотвращение интродукции или распространения вредных организмов;

Статья III – Членство

(a) Членство в Организации открыто для перечисленных ниже субъектов путем их присоединения к данной Конвенции в соответствии с положениями статьи XX:

1. правительств государств, указанных в Приложении II;
2. правительства любого государства, которое Совет Организации может пригласить в качестве члена.

(b) Правительство любой территории, в отношении которой было сделано заявление в соответствии с положениями статьи XXI, может быть принято Советом Организации в качестве члена, однако исключительно по предложению государства-члена, которое сделало такое заявление. Любое такое решение принимается большинством в две трети проголосовавших. Принятые таким образом территории должны по заключению Совета быть в состоянии вносить индивидуальный и вполне определенный вклад в работу Организации.

Статья IV – Штаб-квартира

- (a) Штаб-квартира Организации находится в Париже.
- (b) Совещания организации, имеющие административный характер, как правило, проводятся при Штаб-квартире.

Статья V – Функции

Организация выполняет следующие функции:

- (a) разработка:
 - 1. принципов хорошей практики в применении фитосанитарных мер в карантине и защите растений в целом;
 - 2. региональных стандартов;
- (b) содействие:
 - 1. гармонизации фитосанитарных и других официальных мер по карантину и защите растений;
 - 2. упрощению и унификации фитосанитарных регламентаций и сертификатов;
- (c) консультирование государств-членов в отношении:
 - 1. технических мер, необходимых для предотвращения интродукции и распространения регулируемых вредных организмов, в частности, в отношении досмотра, анализа, сертификации, обработок, обследований и ликвидации;
 - 2. административных и законодательных мер, необходимых для предотвращения интродукции и распространения регулируемых вредных организмов, в частности анализа фитосанитарного риска, а также создания и поддержания перечней регулируемых вредных организмов;
 - 3. мер, необходимых для регистрации или разрешения препаратов для защиты растений, контроля за их коммерческим сбытом и использованием на их территориях в соответствии с принципами хорошей практики защиты растений, а также, по возможности, в соответствии с принципами интегрированной борьбы;
- (d) там, где это практически возможно, координация и стимулирование международных кампаний по борьбе с вредными организмами, организуемых государствами-членами;
- (e) содействие сотрудничеству в области научных исследований в отношении вредных организмов и методов борьбы с ними, а также в области обмена соответствующей научной информацией;
- (f) распространение информации путем:
 - 1. получения информации от государств-членов в отношении наличия, вспышек размножения или распространения вредных организмов и передачи этой информации государствам-членам;
 - 2. обеспечения обмена информацией по национальным фитосанитарным законодательствам, спискам регулируемых вредных организмов или другим

мерам, которые затрагивают свободу перемещения растений и растительных продуктов;

3. создания службы документации и информации, а также публикации в надлежащей форме тех материалов, которые предназначены для технического или научного развития;

(g) принятие в целом всех необходимых и полезных мер для достижения целей Организации.

Статья VI – Обязанности государств-членов

(a) Государства-члены предоставляют Организации по мере возможности всю информацию, которую она на разумной основе может запрашивать для осуществления своих функций, в частности, данные, указанные в статье V.f.1 и V.f.2.

(b) Государства-члены должны стремиться следовать рекомендациям, принятым Советом Организации, в частности, региональным стандартам.

Статья VII – Взаимоотношения с другими организациями

Для достижения целей настоящей Конвенции Организация должна сотрудничать с ФАО и другими региональными организациями по карантину и защите растений, она может также сотрудничать с ВТО и другими инстанциями, имеющими сходную ответственность в осуществлении соответствующей деятельности. Эта деятельность охватывает установление стандартов по фитосанитарным и другим официальным мерам в отношении карантина и защиты растений, а также возможное преобразование региональных стандартов Организации в проекты всемирных стандартов. Организация должна прилагать все усилия для избежания дублирования деятельности.

Статья VIII – Структура Организации

В состав Организации входят:

(a) Совет;

(b) администрация, включающая Исполнительный комитет, Генерального директора и персонал;

(c) комиссия по проверке счетов;

(d) органы, которые Совет учреждает в соответствии со статьей XIII.a.5.

Статья IX – Совет

(a) Совет Организации состоит из представителей государств-членов. Каждое государство-член имеет право назначать в Совет одного представителя и одного заместителя. Представители и заместители, назначаемые государствами-членами, могут сопровождаться помощниками и советниками.

(b) Каждое государство-член в Совете располагает правом одного голоса.

Статья X – Сессии Совета

- (a) Как правило, Совет собирается на очередную сессию один раз в год.
- (b) Чрезвычайная сессия Совета должна созываться в любой момент, если по крайней мере одна треть государств-членов делает об этом заявление Президенту в письменном виде.

Статья XI – Правила

Совет устанавливает Правила процедур Организации, а также Финансовые Правила Организации.

Статья XII – Наблюдатели

С разрешения Совета любое государство, не являющееся членом Организации, а также любая межправительственная организация, чья деятельность связана с деятельностью Организации, могут быть представлены на сессии Совета одним или несколькими наблюдателями без права голосования.

Статья XIII – Функции Совета

Совет:

- (a) выносит решения после рассмотрения:
 - 1. отчета Генерального директора о деятельности Организации за период, прошедший после проведения последней очередной сессии Совета;
 - 2. направлений работы и программы деятельности Организации;
 - 3. бюджета;
 - 4. ежегодных счетов и отчетного баланса;
 - 5. создания и роспуска специальных или постоянных органов, учрежденных для обеспечения работы Организации;
 - 6. отчетов этих органов;
 - 7. предложений, представленных Исполнительным комитетом;
- (b) проводит выборы согласно положениям устава;
- (c) назначает Генерального директора на условиях, определяемых Советом.

Статья XIV – Президент и вице-Президент

- (a) Совет избирает Президента и вице-Президента из представителей государств-членов.
- (b) Президент и вице-Президент избираются на трехлетний срок. Они могут повторно баллотироваться на новый мандат.

- (c) Президент и вице-Президент осуществляют одинаковые функции в рамках Совета и Исполнительного комитета.
- (d) После их избрания Президент и вице-Президент перестают представлять свои государства.

Статья XV – Исполнительный комитет

- (a) Исполнительный комитет состоит из Президента и вице-Президента, а также семи представителей государств-членов, избираемых Советом.
- (b) Мандат членов Исполнительного комитета, как правило, определяется на три года; при этом они могут переизбираться.
- (c) В том случае, если в Исполнительном комитете открывается вакансия до нормального истечения срока мандата, Исполнительный комитет предлагает государствам-членам заполнить эту вакансию на остающийся срок.
- (d) Исполнительный комитет собирается не менее, чем раз в год.

Статья XVI – Полномочия Исполнительного комитета

Исполнительный комитет:

- (a) предлагает Совету направления работы и программу деятельности Организации;
- (b) рассматривает рекомендации, представленные другими организациями в соответствии со статьей VII и составляет вытекающие из них предложения Совету;
- (c) обеспечивает соответствие деятельности Организации решениям Совета;
- (d) представляет Совету проект бюджета, а также ежегодные счета и балансы; Исполнительный комитет может утвердить временный бюджет, который сохраняет свою силу вплоть до его рассмотрения Советом;
- (e) выполняет такие другие задачи, которые могут ему вменяться в соответствии с настоящей Конвенцией или которые Совет может ему поручить;
- (f) утверждает свои собственные процедуры.

Статья XVII – Генеральный директор

Генеральный директор:

- (a) стоит во главе Секретариата Организации, который функционирует под его ответственностью;
- (b) осуществляет программу, утвержденную Советом, а также задачи, которые ему поручаются Исполнительным комитетом;
- (c) представляет на каждой очередной сессии Совета отчет о деятельности и финансовой ситуации Организации.

Статья XVIII – Финансовые вопросы

- (a) Затраты Организации покрываются ежегодными взносами государств-членов, а также другими поступлениями, одобренными Советом или Исполнительным комитетом.
- (b) Размер взносов государств-членов определяется по шкале взносов, приведенной в Приложении I.
- (c) Присоединяясь к Конвенции, новые государства-члены заносятся в категорию, соответствующую шкале взносов, фигурирующих в Приложении I, в том случае если они уже являются членами ФАО. В противном случае Совет принимает решение в отношении их категории. Приложение I и категория государств-членов в шкале Приложения I могут быть изменены только по решению Совета большинством в две трети государств-членов.
- (d) По рекомендации Исполнительного комитета Совет может принять решение о применении к базовому взносу, определяемому в Приложении I, поправочного коэффициента в целях его адаптации к деятельности Организации или к сложившейся экономической ситуации. Решение при этом принимается большинством в две трети государств-членов, присутствующих и принимающих участие в голосовании.
- (e) Ежегодные взносы уплачиваются в начале финансового года Организации.
- (f) Исполнительный комитет определяет ту валюту, в которой должны выплачиваться взносы, при условии согласия на это заинтересованных государств-членов.
- (g) Новое государство-член выплачивает свой первый ежегодный взнос за тот финансовый год, в течение которого его присоединение вступило в силу в соответствии с условиями статьи XX.
- (h) Дополнительные взносы могут выплачиваться отдельным государством или группой государств в отношении особых проектов или компаний борьбы, которые Организация может проводить в интересах этого государства или группы государств.
- (i) Комиссия по проверке счетов, состоящая из представителей трех государств-членов, избирается Советом. Члены этой комиссии избираются на трехлетний срок, и не могут переизбираться в течение последующих трех лет.
- (j) Исполнительный комитет при одобрении Совета назначает аудитора для ежегодной проверки счетов Организации.
- (k) Комиссия по проверке счетов ежегодно вместе с аудитором рассматривает счета и управление Организацией. Об этом она отчитывается перед Советом.

Статья XIX – Поправки

- (a) Текст предложений по поправкам к настоящей Конвенции и к Приложению I направляется Генеральным директором государствам-членам не менее чем за три месяца до их рассмотрения на Совете.

- (b) Поправки к Конвенции вступают в силу после утверждения Советом большинством в две трети присутствующих и голосующих членов; причем, если эти поправки влекут за собой новые обязательства для государств-членов (за исключением поправок к Приложению I, предусмотренных в пункте (с) ниже), каждая из них вступает в силу для конкретного государства только после ее принятия этим государством.
- (c) Поправки к Приложению I принимаются Советом большинством в две трети государств-членов.
- (d) Уведомления о принятии поправок направляются правительству Франции, которое информирует все государства-члены о получении согласий, а также о вступлении в силу различных поправок.

Статья XX – Подписание и присоединение

- (a) Настоящая Конвенция остается открытой для подписания или присоединения государств, которые становятся ее членами в соответствии с положениями статьи III, в следующих случаях:
 - 1. при подписании без оговорки о ратификации, акцепте или апробации;
 - 2. при подписании с последующей ратификацией, акцептом или апробацией;
 - 3. при присоединении.
- (b) Инструменты ратификации, акцепта, апробации, а также присоединения представляются в Правительство Франции. Оно информирует все государства-члены о дате, на которую каждое из них подписало или представило инструмент.

Статья XXI – Территориальное расширение применения

- (a) Любое государство может в любой момент сделать заявление о том, что его участие в Конвенции включает всю территорию или только ее часть, международные отношения которой находятся под его ответственностью. Такое заявление представляется Правительству Франции.
- (b) Любое заявление, сделанное государством-членом в соответствии с предыдущим подпунктом, вступает в силу на тридцатый день после его получения Правительством Франции.
- (c) Правительство Франции немедленно сообщает всем государствам-членам Конвенции о тех заявлениях, которые были сделаны в соответствии с настоящей статьей.

Статья XXII – Выход из Конвенции

- (a) После двух лет участия любое государство-член может в любой момент выйти из настоящей Конвенции путем уведомления о выходе, которое оно направляет Правительству Франции. Выход вступает в силу через год после даты получения уведомления о нем.

- (b) Невыплата двух следующих друг за другом ежегодных взносов обычно требует выхода из Конвенции того государства-члена, которое, таким образом, не соблюдает свои обязательства.
- (c) Применение Конвенции к одной или нескольким территориям в соответствии со статьей XXI может быть прекращено путем уведомления, адресуемого Правительству Франции государством-членом, отвечающим за международные отношения такой территории или территорий. Уведомление вступает в силу через год после даты его получения.
- (d) Правительство Франции немедленно информирует все государства-члены о тех уведомлениях, которые были сделаны в соответствии с настоящей статьей.

Статья XXIII – Вступление в силу

- (a) Настоящая Конвенция вступает в силу с того числа, когда пять государств становятся членами Конвенции в соответствии с положениями статьи XX.
- (b) Правительство Франции немедленно информирует о дате вступления в силу все государства, подписавшие Конвенцию или присоединившиеся к ней.
- (c) Для каждого государства, которое представило инструменты ратификации, принятия или апробации, либо присоединения, после вступления в силу Конвенции в соответствии с пунктом (a) настоящей статьи, Конвенция вступает в силу с того числа, когда это государство совершило депонирование своих инструментов ратификации, принятия или апробации, либо присоединения.

ПРИЛОЖЕНИЕ I

Шкала ежегодных взносов,

выраженная во французских франках и производная от шкалы, принятой Советом 18 сентября 1968 г. на основе доли, выплачиваемой государствами-членами в бюджет ФАО за 1966-1967 гг.

(см. Статью XVIII)

Категория	Доля выплат ФАО в процентах	Ежегодные взносы во французских франках (основа)
1	Менее 0,01	4 590
2	0,01 – 0,15	9 180
3	0,16 – 0,45	13 770
4	0,46 – 0,75	18 360
5	0,76 – 1,35	22 950
6	1,36 – 2,00	27 540
7	2,01 – 2,50	32 130
8	2,51 – 5,00	36 720
9	5,01 – 7,50	41 310
10	7,51 – 10,00	45 900

ПРИЛОЖЕНИЕ II

А. Страны Европы и Средиземноморского региона, приглашенные к присоединению к Конвенции в 1951 г.

Австрия	Нидерланды
Албания	Норвегия
Белоруссия, Советская Социалистическая Республика	Польша
Бельгия	Португалия
Болгария	Румыния
Венгрия	Сан-Марино
Греция	Сирия
Дания	Соединенное Королевство
Египет	Союз Советских Социалистических Республик
Израиль	Турция
Ирландия	Украина, Советская Социалистическая Республика
Исландия	Федеративная Республика Германии
Испания	Финляндия
Италия	Франция (также для Алжира, Туниса и Марокко)
Ливан	Чехословакия
Лихтенштейн	Швейцария
Люксембург	Швеция
Монако	Югославия

В. Страны, приглашенные Советом к присоединению к Конвенции в 1996 г.

Азербайджан
Армения
Босния и Герцеговина
Бывшая Югославская Республика Македония
Грузия
Иордания
Казахстан
Кыргызстан
Ливия
Литва
Молдова
Таджикистан
Туркменистан
Узбекистан
Югославия (Союзная Республика)

Подписи текста оригинала

В удостоверение чего нижеподписавшиеся должным образом уполномоченные своими правительствами подписали настоящую Конвенцию и ее приложения.

СОВЕРШЕНО В ПАРИЖЕ, 18 апреля 1951 г. в одном экземпляре, который будет оставаться в Архивах правительства Франции (*).

За Данию	<i>Halvor Skov</i>
	<i>P. Bovien</i>
За Бельгию	<i>Guillaume H. Van Orshoven</i>
За Испанию	<i>Miguel Benlloch</i>
За Францию	<i>R. Protin</i>
За Ирландию	<i>D. Delaney</i>
За Италию	<i>A. Melis</i>
За Люксембург	<i>E. Wirion</i>
За Нидерланды	<i>C.J. Briejèr</i>
За Португалию	<i>Francisco Aranha</i>
За Федеративную Республику Германии	<i>H. Drees</i>
За Соединенное Королевство	<i>J. Hensley</i>
За Швейцарию	<i>A. Chaponnier</i>
За Народную Федеративную Республику Югославию	<i>G. Nonveiller</i>
За Австрию	<i>F. Beran</i>
За Грецию	<i>D. Koulopoulos</i>

Экземпляр удостоверяется соответствующим оригиналу, который находится в архивах Французской Республики.

*Полномочный Министр
Начальник Протокольной службы*

Эдуард де ля Шовиньер

(*) Были также депонированы в Правительстве Франции: типографский экземпляр каждого пересмотренного издания текста Конвенции, включающий поправки, принятые Советом Организации на следующие даты: 27 апреля 1955 г., 9 мая 1962 г., 18 сентября 1968 г., 19 сентября 1973 г., 23 сентября 1982 г., 21 сентября 1988 г. и 15 сентября 1999 г.

ЕВРОПЕЙСКАЯ И СРЕДИЗЕМНОМОРСКАЯ ОРГАНИЗАЦИЯ
ПО КАРАНТИНУ И ЗАЩИТЕ РАСТЕНИЙ

ГОСУДАРСТВА-ЧЛЕНЫ

и категория к Приложению I

на 19.04.2005

<i>Страна</i>	<i>Категория</i>	<i>Страна</i>	<i>Категория</i>
Австрия	4	Мальта	2
Албания	2	Марокко	2
Алжир	2	Нидерланды	6
Беларусь	2	Норвегия	4
Бельгия	6	Польша	6
Болгария	3	Португалия	3
Венгрия	3	Российская Федерация	9
Германия	10	Румыния	4
Гернси	2	Сербия и Черногория	2
Греция	3	Словакия	2
Дания	5	Словения	2
Джерси	2	Соединенное Королевство	10
Израиль	3	Тунис	2
Иордания	2	Турция	4
Ирландия	3	Узбекистан	2
Испания	5	Украина	6
Италия	8	Финляндия	4
Кипр	2	Франция	10
Казахстан	2	Хорватия	2
Кыргызстан	1	Чешская Республика	3
Латвия	2	Швейцария	5
Литва	2	Швеция	6
Люксембург	2	Эстония	2
Македония	2		